

TOGO 2008-2009 : BILAN DU PREMIER DES MINISTRES



Dr Yves Ekoué Amaïzo,
Directeur du Groupe de réflexion, d'action et d'influence "Afrology"¹

Interviewé par Mlle Fabbi Kouassi, Directrice de Programmes
Radio Nostalgie –Togo, Emission du 14 septembre 2009, 7h25.

1. Quelle analyse faites-vous des 12 mois de gouvernance de Gilbert Houngbo ? (politique, économique et sociale)

Il faut d'abord poser cette question à l'intéressé lui-même et s'assurer qu'il pourra en parler en toute transparence, notamment sur les volets budgétaires. En réalité, la responsabilité est collective et ne peut faire abstraction du donneur d'ordre. Le Premier Ministre Gilbert Houngbo n'a pas eu la possibilité de choisir la plupart de ses collaborateurs. Il avait pourtant dit en janvier 2009, sur la base des promesses qui lui avaient été faites, qu'il avait "*les coudées franches pour accomplir sa mission*"². Force est de constater que cette position n'est pas aussi évidente aujourd'hui.

Aussi, il s'agit de revoir les 12 mois de gouvernance du Premier Ministre Houngbo par rapport à deux considérations principales :

- 1.1 les objectifs par rapport à son propre programme, les réformes du système de gouvernance et les grands chantiers notamment dans l'infrastructure, la santé, l'éducation et l'économie, et s'attacher à vérifier si ces actions ont contribué à la création de richesses et à leur partage au profit de tous les Togolais ; et
- 1.2 les objectifs par rapport aux attentes de la population, lesquelles sont énormes.

Sur le second point, les 12 mois n'ont pas encore donné de résultats palpables par les populations. Sur le premier point, le Premier Ministre ne dort pas beaucoup. Pourtant les initiatives démarrent mais n'aboutissent que lentement sans compter les retards liés à la bureaucratie de nombreux bailleurs de fonds qui tardent à mettre à disposition concrètement leurs engagements. Avec les conséquences décalées de la crise de la fin 2008 sur le Togo, ce retard risque de s'accroître en 2010. Il faut donc remercier la Diaspora togolaise qui a envoyé plus de 230 millions de \$US au cours de 2008³, ce qui a permis de soulager concrètement les familles togolaises.

Alors que certaines réformes annoncées ont démarré, elles ont du mal à se poursuivre pour des raisons budgétaires et d'interférences politiques non sollicitées du fait de l'existence de domaines réservés gérés directement par le Chef de l'Etat.

De ce fait, le bilan de 12 mois de gouvernance est mitigé et doit être considéré comme une forme de gouvernance du *bougisme* malgré la bonne volonté du Premier des Ministres. Le *bougisme* se définit en l'occurrence comme la capacité à bouger beaucoup sans que rien de fondamental ne bouge. Cette forme de gouvernance est mieux explicitée par la « *politique du chien qui aboie et la caravane qui passe* ». La tragédie dans un tel système est que l'on ne sait jamais qui, du citoyen togolais ou du Gouvernement togolais, est celui qui *pass*e ou celui qui *aboie*, surtout lorsque les rôles sont régulièrement interchangeable sans que personne n'en rende compte. Les conclusions lapidaires des nombreuses commissions sur les abus des droits humains au Togo, plus particulièrement l'absence d'explications acceptables et concordantes depuis un an sur la mort suspecte de Dr. Atsutsè Agboblí⁴, Président du parti politique MODENA (Mouvement pour le Développement National), sont telles qu'on est amené à se demander si le Premier des Ministres ne sert pas que d'alibi à tout un système pour organiser la légitimation d'un pouvoir dont les effets collatéraux de la mal-gouvernance appauvrissent les Togolais -si l'on en croit les statistiques officielles. C'est donc un système qui bloque en définitive le développement rapide du Togo, surtout en comparaison aux pays voisins. La croissance annuelle réelle du Produit intérieur brut par habitant s'est dégradée au Togo passant de -0,6 % en 2007 à -1,4 %. Les estimations pour 2009 sont autour de -0,8 %⁵. En comparaison, le Ghana est passé de 3,5 % en 2007, à 4,5 % en 2008 et 1,9 % pour 2009 malgré les conséquences de la crise de 2008. On comprend peut-être mieux pourquoi le Président Obama n'est pas venu au Togo⁶.

Le redressement des finances publiques et la relance de l'économie par Mr Hounbo ont reposé sur une confiance trop grande dans les programmes des bailleurs de fonds. Tout finissait par passer par le *Document stratégique de réduction de la pauvreté* qui n'est d'ailleurs pas un document démocratiquement approuvé par le peuple togolais et repose plus sur des prêts que sur des dons. C'est une erreur de conception que de croire que l'argent des contribuables des pays riches viendra développer le Togo sans un minimum de légitimité et bonne gouvernance.

Il faut proposer des alternatives économiques en offrant des programmes formulés par les Togolais, y compris de la Diaspora et reposant sur l'entreprenariat et la satisfaction des marchés de proximité afin d'attaquer frontalement le problème de la création d'emplois et de la dignité retrouvée dans les familles togolaises. Trop d'énergies ont été consacrées à satisfaire les exigences des institutions de Bretton Woods afin de parvenir rapidement à l'annulation de la

dette extérieure du Togo... Cette annulation n'est d'ailleurs pas encore faite et à fortiori palpable dans les faits. C'est en fait le capacité à solder la dette intérieure qui est prioritaire d'autant plus que l'Etat est un mauvais payeur ou un payeur qui paye en retard les entrepreneurs nationaux sans compter les contraintes liées à la corruption sous toutes ses formes.

Au-delà de tout ceci, c'est bien la hausse des prix qui préoccupe le Togolais moyen. Il est de plus en plus difficile de remplir le panier de la ménagère avec des salaires bloqués depuis de nombreuses années et un système de concurrence entre le secteur privé biaisé avec des pans entiers du privé occupés par les membres des familles des agents du pouvoir civil comme militaires. Même le FMI a noté que le prix à la consommation en variation annuelle (autrement dit l'inflation) au Togo a été catapulté de 1 % en 2007 à 8,4 % en 2008⁷. Les prévisions pour 2009 sont autour de 2,8 % sauf que les conséquences de la crise financière de fin 2008, dont la responsabilité entière et totale incombe à la politique de dérégulation sans contrôle des pays riches, n'ont pas encore touché pleinement le Togo.... Le Premier Ministre devrait fournir les explications sur cette augmentation importante de l'inflation sous sa primature et les mesures prises pour éviter que cela ne continue dans le futur.

Il est vrai que le Premier des Ministres togolais n'a pas eu les budgets qu'il espérait au niveau du Togo et les bailleurs de fonds multilatéraux comme bilatéraux ne sont pas tous de retour depuis la fin de l'embargo de l'Union européenne. Beaucoup des bailleurs de fonds ne sont de retour que sur papier. La mise à disposition de l'argent cash n'aura lieu qu'après les élections présidentielles de 2010 si celles-ci accouchent, cette fois-ci, de la vérité des urnes et bénéficient ainsi de la légitimité de tout le peuple togolais. Certains pays européens l'ont déjà fait comprendre aux représentants du Togo, d'autres se contentent de manœuvres dilatoires en gardant de bonnes relations d'apparence.

L'économie togolaise piétine et est l'une des plus faibles dans la sous-région. En effet, et selon les chiffres du Fond monétaire international, la croissance du Produit intérieur brut réel du Togo est l'une des plus faibles d'Afrique, chutant de 1,9 % en 2007 à 1,1 % en 2008 avec des estimations autour de 1,9 % pour 2009. Ce chiffre était de 5 % au Burkina-Faso et au Bénin et de 7,2 % au Ghana en 2008 et 5,3 % au Nigéria. C'est sans compter sur les effets collatéraux des conséquences de la crise économique sur le Togo⁸. Les conditions de décollage rapide du Togo ne sont donc pas réunies.

Le Premier Ministre a contribué à l'amélioration du solde budgétaire global du Togo hors dons qui est passé entre 2007 et 2008 de -3,6 % à -2,5 % du PIB. Mais il est prévu que les conséquences de la crise économique sur le Togo et les dépenses pour les élections présidentielles vont faire chuter ce solde à -5,3 % du PIB en 2009. Les dons permettent d'amortir le choc mais principalement au plan comptable car cela ne se traduit pas dans la vie quotidienne des populations. Par contre, le solde de la balance commerciale du Togo entre 2007 et 2008 s'est aggravé passant de -10 % à -13,4 % du PIB. Il ne devrait pas remonter de manière significative en 2009 avec des prévisions autour de -13,4 %⁹. Le déficit du solde extérieur courant y compris les dons s'est aussi aggravé passant de -3,9 % du PIB en 2007 à -6,6 % du PIB en 2008 et peut-être une stabilisation autour de -6,1 % du PIB en 2009¹⁰. Il n'est donc pas étonnant que les réserves du Togo, exprimées en nombre de mois d'importations de biens et de services, aient été

légèrement grignotées, passant de 5,3 mois en 2007 à 5 mois en 2008, avec l'espoir qu'en 2009, le niveau de réserves soit restauré autour de 6 mois¹¹, un espoir qui risque d'être révisé à la baisse. L'Etat togolais vit donc bien au-dessus de ses moyens alors qu'une grande partie des recettes de l'Etat qui échappe au Trésor togolais permettrait d'équilibrer les comptes. Mais, même le FMI et la Banque mondiale n'osent pas « *mettre leur pied* » dans ces « *comptes-là* ». Vous comprenez que ce n'est pas un Premier Ministre qui s'y risquerait.

Par ailleurs, Le Premier des Ministres a surestimé les capacités des bailleurs de fond multilatéraux ainsi que leur bureaucratie dans leur soutien effectif permettant d'amorcer avec des chances de succès ses propres réformes. Le travail qu'il a fait sur l'éducation doit être loué mais le principe de la gratuité à terme peut poser des problèmes de pérennisation. Du reste, je ne crois pas qu'il faille accepter le concept de Mr Hounbo que le Premier Ministre est là "*pour prendre des coups*" comme il l'a affirmé en février 2009¹². Ce n'est pas une conception fondée sur la responsabilité collégiale d'un gouvernement et d'un système. On peut d'ailleurs prendre des coups et rendre des comptes, si on y est autorisé. Tout va dépendre de qui va autoriser cet exercice périlleux : la population ou le patron du Premier Ministre ?

Le problème est que Mr Hounbo est en fait le Premier des Ministres du Président et non un véritable Premier Ministre. A ce titre il est à plaindre car il travaille sous un système de régime présidentiel qui ne permet pas à un véritable Premier Ministre au sens de la constitution de 1992 de travailler. Cela pose le problème du niveau de délégation de pouvoir entre le Président et le premier de ses ministres car le bilan de Mr. Hounbo ne peut être dissocié de celui du régime politique dans lequel il opère. C'est un régime présidentiel dans lequel les différents ministres peuvent faire des missions sans que le 1^{er} des ministres ne soit au courant. La décision vient donc de plus haut et ne semble pas créer de la prospérité pour l'ensemble du peuple togolais. Il faut donc changer un tel système si l'on souhaite valablement que l'ensemble de la population togolaise contribue et profite des fruits de la croissance togolaise dignement. Certains continuent de croire que ce système peut se changer de l'intérieur ou qu'on peut le changer de l'intérieur. Plusieurs politiciens renommés du Togo l'ont cru, l'ont dit et l'ont fait. Mais ils ont été changés de l'intérieur au point d'être devenus pour certains les vrais instruments de la pérennisation du système. Le Premier Ministre devrait vraisemblablement arriver à la même conclusion, c'est une question de temps et parfois d'humiliation.

2. Peut-il encore quelque chose pour soulager le peuple togolais comme il l'a promis ?

Bien sûr, c'est un grand nationaliste mais pas nécessairement au poste où il est si les moyens ne lui sont pas donnés avec une équipe techniquement plus solide, plus libre, plus responsable dans ses moyens d'actions et rendant compte régulièrement sur la base d'un contrat sectoriel avec le peuple togolais.

D'un autre point de vue, il semble qu'il ait sous-estimé le poids des pesanteurs dans le fonctionnement de l'Administration togolaise. C'est pour cela que dans mes publications j'indique que le Togo a besoin d'un management agile où l'essentiel des priorités doit être concentré sur la diffusion de contenus technologiques et la participation active de tous les citoyens à la vie de la cité. Le concept actuel est encore basé sur les rentes de situation et une

certaine dépendance économique envers certains pays européens. Mais l'arrivée d'autres acteurs comme la Chine, Israël, la Libye, l'Iran mais aussi le Nigeria dans la sous-région, ou même le Maroc et la Tunisie est de nature à modifier le mode de gouvernance et donner plus de marge de manœuvre au Gouvernement.

Cependant, il faut constater qu'il y a beaucoup de bougisme sans un véritable décollage économique, même si un an constitue une période trop courte pour un bilan définitif.

Personne ne peut reprocher au Premier des Ministres de s'activer pour tenter de mettre en œuvre ses engagements envers les populations togolaises¹³. Mais s'agit-il vraiment d'engagement au service du peuple togolais ? Le système de gouvernance à la togolaise repose encore trop sur le clientélisme, le déficit de crédibilité du Togo à l'extérieur, et partiellement à l'intérieur du pays. De fait, ce pays est trop souvent encore considéré comme un pays risqué pour les investisseurs et certains gouvernements. Ce point sensible est palpable dès qu'il s'agit de lever des fonds sur le marché libre des capitaux pour le Togo.

Puisqu'une des vraies priorités du Premier des Ministres demeure la relance de l'économie en commençant par une réduction substantielle de l'endettement du Togo et des actions ciblées dans l'éducation, la santé et l'agriculture, il va de soi que, lorsqu'il y a des situations non anticipées comme les inondations et les destructions d'infrastructures qui s'en sont suivies, la marge de manœuvre demeure étroite. Paradoxalement, les grandes annonces sur le portail numérique du Gouvernement notamment dans le domaine des infrastructures se révèlent n'être souvent que des travaux de maintenance et de rénovation que ce même gouvernement avait oublié d'effectuer en temps opportun. Jouer sur le mot « *chantier* » ne passe plus comme une illusion mais bien comme une erreur de parallaxe. Les principaux chantiers sont souvent la nouvelle appellation pour des travaux de réhabilitation que le gouvernement aurait dû faire. Cette défaillance ne peut servir d'alibi pour ne pas réfléchir à des vraies alternatives à un système qui a opté pour une forme de désinformation. Il semble d'ailleurs que la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) veille à ce qu'aucune plainte ne vienne gripper cette nouvelle approche. En effet, celle-ci est censée s'occuper officiellement de l'information, notamment celle qui est politiquement correcte, et moins de la désinformation.

Il semble difficile qu'un Premier des Ministres puisse influencer l'orientation du budget de l'Etat sans accepter qu'une large partie de ce budget échappe à sa signature. Il a permis malgré tout de rassurer les principaux bailleurs de fonds mais pas vraiment les investisseurs étrangers. Les vraies critiques reposent sur l'interventionnisme d'un Etat et moins sur le rôle du secteur privé libre avec des institutions judiciaires et administratives neutres et efficaces. Des débloquages budgétaires ont permis ici et là des réhabilitations de structure de santé, des mises à disposition de moustiquaires et de médicaments, les constructions de puits ou de châteaux d'eau, la gratuité de l'éducation en maternelle et primaire, les subventions aux agriculteurs sous forme de mise à disposition d'engrais, un budget pour faciliter l'éclosion de la presse privée malgré des intimidations discrètes de la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication, etc. Mais la réalité est que les institutions ne fonctionnent pas efficacement. La régie des eaux ou la structure en charge de l'électricité au Togo continue à faire des facturations aux gens sans que cela ne corresponde à une consommation. En réponse, ceux qui le peuvent préfèrent devenir autonomes

en développant l'énergie solaire chez eux ou en mettant des systèmes automatisés de pompage des nappes phréatiques. Mais ceux qui ne le peuvent pas subissent. Aussi, il ne faut pas s'étonner que la malnutrition et la famine des enfants soient en train d'augmenter au Togo.

Malgré cela, les points suivants (liste non exhaustive) continuent de poser problème :

- pas d'amélioration substantielle dans la lutte contre la pauvreté, avec près de 67 % de Togolais en-dessous du seuil de pauvreté ;
- difficultés rencontrées pour mobiliser la totalité des ressources budgétaires et donc améliorer les recettes fiscales ; une partie des recettes ne lui est pas communiquée ; aussi, le renforcement de la gestion et du contrôle des finances publiques lui échappent plus que partiellement.
- les populations au plan de la prospérité économique n'ont pas ressenti un véritable changement dans l'amélioration de leurs conditions de vie quotidienne et n'arrivent pas à percevoir un espoir pour le futur ;
- l'approche adoptée de relancer l'économie par la consommation et l'investissement dans les secteurs porteurs de croissance est bonne mais est restée au niveau des intentions ; il y a lieu réellement de se concentrer sur le développement des capacités productives qui permettent la création d'emplois décents et la valorisation de l'éthique dans la génération de revenus. Les budgets ne sont pas mis à sa disposition pour une telle stratégie qui demande d'ailleurs une véritable adhésion de la population et donc une légitimité qui reste malgré tout à conquérir ;
- l'efficacité de la Commission « Vérité, Justice et Réconciliation » ;
- la capacité de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) composée de 17 membres à stopper le comptage des voix lors de la restitution de la vérité des urnes aux prochaines élections présidentielles afin d'inverser les résultats des urnes au profit d'un maître d'œuvre comme, semble-t-il, l'opposition gabonaise tente de le prouver au Gabon. Il faut rappeler d'ailleurs que la Diaspora a été exclue de la composition de la CENI du Togo composée d'un membre du pouvoir, cinq membres de la majorité parlementaire RPT, cinq membres de l'opposition parlementaire (UFC, CAR), trois membres de l'opposition extraparlamentaire, et trois membres de la société civile¹⁴.

3. La résolution du problème togolais passe-t-elle en partie par la nomination d'un technocrate à la primature ?

Non, ce n'est pas un problème d'individu mais d'équipes et de programmes politiques qui doivent correspondre à une forme de contrat social avec la population et où une importante considération est donnée à l'éthique, la bonne gouvernance et donc à la transparence des comptes. Si vous remplissez votre contrat socio-économique qui n'oublie pas la culture et l'environnement, alors la population votera en votre faveur. Sinon, vous devez aller améliorer votre copie et laisser d'autres se positionner.

C'est ce phénomène d'alternances des talents, du savoir et de l'intelligence dans un esprit de compétition saine et structurée dans un environnement judiciaire et des affaires transparent et

non corrompu qui a contribué à l'accumulation systémique du capital, à sa distribution sous forme de salaires et à son réinvestissement dans les pays émergents. Il n'y a pas de secret. Il faut travailler mais mieux avec intelligence et efficacité. Avec du contenu technologique partout où c'est possible, avec le développement des capacités productives pour les marchés de proximité. La prospérité pourrait en découler si des interventions intempestives de l'Etat ou de multinationales non éthiques et sans responsabilité sociale ne venaient entraver ce processus. Mais le Premier des Ministres n'a pas changé la fiscalité pour permettre que, par exemple, lorsque la Diaspora revient au pays avec de la technologie et du savoir-faire, cela ne soit pas taxé de manière exorbitante. Cette situation qui perdure fait que personne n'ose s'engager dans le transfert de technologie si l'Etat doit en prendre une grande partie sous forme de taxes de dédouanement avant même que l'on ait commencé à rendre productive la technologie en question.

Bref, ce sont des équipes multidisciplinaires, dont une partie proviendra de la Diaspora, une autre du Togo, qui ensemble pourront se serrer les coudes pour, petit à petit, redonner l'éclat intellectuel d'abord, économique et social ensuite à ce pays. Il faut aussi privilégier le partenariat intelligent. C'est cela la voie vers la prospérité. Elle n'est pas l'apanage des technocrates uniquement mais de tout un peuple qui cherche à créer des richesses et à les partager de manière éthique et équitable. C'est un nouveau concept qui n'a rien à voir avec les dialectiques occidentales de gauche et droite. Il s'agit de retrouver les valeurs africaines en promouvant l'afrocentralité dans toutes les actions. Encore faut-il ne pas confondre l'afrocentralité avec un processus anti-occidental que je rejette. Il s'agit aussi de promouvoir le concept de l'interdépendance car la dépendance n'a pas apporté la prospérité pour tous les Togolais. Quelques uns ont peut-être profité d'un système de dépendance et le font perdurer, mais beaucoup y ont perdu leur dignité. Le peuple Togolais est un peuple digne et ne peut pas ne pas se relever.

4. Soutien des bailleurs et vérité des urnes

Ce soutien passe par le retour de la vérité des urnes. Vous savez que beaucoup de bailleurs de fonds sont très intéressés pour aider financièrement le Togo si le régime est légitimé par la vérité des urnes. Des associations de la société civile comme le Congrès mondial de la Diaspora, Synergie-Togo, Afrology ou encore le GRAD pour ne citer qu'elles ont depuis fort longtemps expliqué qu'il s'agit de laisser des équipes, disposant de nouvelles approches alternatives et fondées sur les valeurs éthiques et d'équité, gérer pour une période déterminée qui pourrait varier entre 3 et 5 ans afin d'apaiser réellement les esprits.

Ce n'est à mon sens qu'à cette condition que les Togolais et le Togolaises pourront retrouver une unité qui nous fait défaut alors qu'en fait au niveau social, ce peuple Togolais est très intégré. Ce sont de vieilles fausses querelles qui continuent de faire croire que les régions doivent s'opposer. Il n'y a pas fondamentalement de réelles contraintes à travailler ensemble si les citoyens de chaque région du Togo estiment que les fruits de la croissance togolaise, le port par exemple, rentrent effectivement dans le budget de l'Etat et que les péréquations budgétaires qui sont faites reposent sur un système équitable, transparent de répartition.

5. S'il faut donner une note à Gilbert Houngbo, combien lui donneriez-vous?

Je ne suis pas du genre à cataloguer les gens surtout sur un poste aussi important que celui de Premier Ministre où il faut de la multi-compétence mais aussi un vrai budget prévisionnel qu'il n'a pas.

Il faut aussi rappeler que la note se donne en tenant compte des moyens dont il a disposé et sa marge de manœuvre. Les déceptions, peut-être de la naïveté, doivent aussi être prises en compte. Donc je donnerais deux notes avec des coefficients.

- **Commençons par la mauvaise note :** La première concerne sa stratégie de sortie de crise du Togo et sa mise en œuvre dans un contexte où la majorité parlementaire ne permet pas un dialogue sain et transparent. D'ailleurs, tout ceci contribue à ralentir énormément la prise de décision au Togo, ce d'autant plus que nous n'avons pas encore mis en place un système de prise de décision électronique, transparent et sans mesures de rétorsion contre ceux qui ont le courage de dire la vérité et leurs opinions. Sur ce plan, le Premier Ministre n'a pas atteint les objectifs qu'il s'est lui-même fixés. La note sera de 7 sur 20 et aura un coefficient de 3 car c'est vraiment le cœur de l'action politique, économique, sociale et culturelle.
- **Maintenant la bonne note :** La seconde note concerne sa détermination à vouloir rassembler le Togo et donner de sa personne pour que les choses avancent et s'améliorent au Togo malgré l'environnement de contraintes dans lequel il opère : la note sera de 13 sur 20.

Vous me direz que la moyenne est de 10 sans les coefficients. En fait non, car il y a un coefficient triple pour la première note puisque c'est sur ces points qu'il s'est personnellement engagé devant le parlement et donc devant le peuple. Ainsi sa note est de $(3 \times 7) = 21 + 13 = 34$ divisé par 4 soit 8,5. Il n'a pas la moyenne. C'est donc un bilan bien mitigé qui reste à parfaire. Mais en un an et dans un environnement de régime présidentiel, on ne peut guère faire plus avec les contraintes que l'on connaît, même si la bonne volonté du Premier des Ministres n'est pas à mettre en doute.

6. Conclusion : changer la fonction du Premier Ministre : opter pour un Chancelier ?

De nombreuses critiques semblent se focaliser sur le fait que le Premier des Ministres organise beaucoup de séminaires ou les préside au point d'occulter le rôle des Ministres en charge des dossiers. Qu'à cela ne tienne si c'est l'arrangement au sein du gouvernement. Mais, il est par contre inadmissible qu'à la suite d'un séminaire gouvernemental sur l'état d'avancement des réformes engagées par le Premier des Ministres, personne ne veuille rendre des comptes aux citoyens togolais. Du coup, faire le point sur les « réalisations tant attendues par nos populations » d'après Mr Houngbo¹⁵, revient alors donner l'impression que les réalisations sont au point mort. Il devient urgent que le Premier des Ministres au nom de son gouvernement et tous les ministres (les restants et les sortants¹⁶) puisse rendre compte par écrit des réalisations en voie

d'achèvement ou achevées et moins sur les initiatives et les actions du bougisme. Cela permettra de revoir la note attribuée au bilan d'un an du Premier des Ministres.

En réalité, le Togo n'a pas besoin d'une Constitution avec un Premier Ministre qui n'est que le Premier des Ministres dans un régime devenu très présidentiel et qui refuse de rendre des comptes aux populations. Le Togo a besoin d'un Chancelier¹⁷, en s'inspirant des approches allemandes et autrichiennes, et pourquoi pas oser aller vers un fédéralisme qui pourrait mettre fin au faux problème "nord-sud".

La vraie question est de savoir si le système actuel, en cheville avec une armée discrétionnaire, peut contribuer à la construction d'une capacité endogène de transformation des mentalités. La réponse est manifestement non ! Et c'est cela qui, de fait, bloque et empêche que chaque Togolais et Togolaise puisse avoir l'opportunité de contribuer, à son niveau, à créer de la richesse et non pas à chercher à obtenir des subsides d'un Etat. C'est aussi cela qui limite les chances de voir les talents, les expertises et le savoir-faire disponibles au Togo et dans la Diaspora soutenir la création d'un système productif au service des populations, système qui doit conduire à retrouver l'autosuffisance d'antan et frayer les chemins vers l'indépendance économique.

Pour ce faire, il faudra nécessairement refonder les institutions d'appui sur des bases éthiques et de justice. Noter le Premier des Ministres n'est qu'une appréciation partielle de la note qui doit être administrée par les Togolais au Bilan du système dominant au Togo depuis plusieurs années. Il n'est pas étonnant que les prochaines échéances électorales au Togo se jouent sur la vraie restitution des résultats du vote de tous les Togolais. C'est d'ailleurs ce sujet qu'il faut clarifier en proposant à tous les protagonistes de l'enjeu présidentiel de déclarer solennellement qu'ils n'interféreront pas, avant, pendant et après le vote dans le processus de décomptage et de restitution de la vérité des urnes. Les associations comme, entre autres, Synergie-Togo¹⁸, le GRAD¹⁹, Afrology²⁰, et le Congrès mondial de la Diaspora Togolaise (CMDT)²¹, etc. s'en préoccupent « *énergétiquement* » en rappelant aux bailleurs amis du Togo leur responsabilité dans l'absence de la vérité des urnes au Togo.

Les élections de 2010, si elles sont transparentes, devraient pouvoir offrir les chances d'alternatives nouvelles pour débloquer le potentiel des Togolais, partout où il est disponible. Il faut nécessairement donc réorganiser le Togo sur la base d'un contrat social décentralisé (communal, ville, région et national) afin de s'assurer que le fait de devoir rendre des comptes et assurer ainsi la participation active de la population, est effectif. C'est ce processus qui permettra au Togolais de juger leurs dirigeants sur des bases objectives. Noter le Premier des Ministres, c'est noter en fait l'action d'un mode de gouvernance au Togo. Les efforts doivent venir de tous les bords pour corriger un tel système dans le cadre d'un processus négocié et pacifique. YEA.

¹ L'article sera disponible sur www.afrology.com et www.amaizo.info ainsi que sur le site de Radio Nostalgie-Togo et d'autres portails numériques de référence sur le Togo.

² Republicoftogo, "Togo : Houngbo defend son bilan", in *AllAfrica*, 24 janvier 2009, voir : <<http://fr.allafrica.com/stories/printable/200901260162.html>>

³ World Bank, *World Development Indicators 2009*, p. 386.

⁴ Voir <http://www.facebook.com/note.php?note_id=138437266881> et <www.agbobli.org>

⁵ FMI, *Perspectives économiques régionales. Afrique subsaharienne*, avril 2009, p. 73.

⁶ Voir sur www.amaizo.info les articles suivants <http://amaizo.info/2009/07/25/des-solutions-pour-le-togo-liberons-les-energies/>, les Diaporama <<http://amaizo.info/category/multimedia-et-conferences/diaporama-multimedia-et-conferences/>> et « Obama et l'Afrique : Déverrouiller les dirigeants africains pour libérer les Africains », voir <http://www.afrology.com/pol/amaizo_obama09.htm/> ainsi que les interventions de la journée du Premier Congrès mondial des Togolais de la Diaspora <<http://amaizo.info/2009/07/25/des-solutions-pour-le-togo-liberons-les-energies/>>

⁷, FMI, op. cit., p. 75.

⁸ Ibid, p. 71.

⁹ Ibid, p. 87.

¹⁰ Ibid, p. 88.

¹¹ Ibid, p. 95.

¹² Gilbert Houngbo, "Le Premier Ministre doit être prêt à prendre des coups", *RepublicofTogo*, 3 février 2009, voir : <<http://www.republicoftogo.com/central.php?o=5&s=1&d=3&i=3129>>

¹³ L.C., "Et si Gilbert Houngbo rendait le tablier : Non respect des engagements librement pris", in *Togocity*, 1^{er} avril 2009, voir <www.togocity.com/impression.php3?id_article=3587>

¹⁴ RepublicofTogo, "Les membres de la CENI ont prêté serment", *RepublicofTogo*, 1^{er} septembre 2009, voir : <www.republicoftogo.com/central.php?o=9&s=0&d=3&i=4240>

¹⁵ Gilbert Houngbo, "Houngbo : Il fat mener à bien les réalisations tant attendues par nos populations", *RepublicofTogo*, 7 février 2009, voir : <<http://www.republicoftogo.com/central.php?o=6&s=4294&d=3&i=4281>>

¹⁶ Leopold Gnininvi, Ministre d'Etat de l'industrie, de l'artisanat et des innovations technologiques et Messan Adjimadoh Adowayom, Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche ont officiellement quitté le Gouvernement de Mr Houngbo le 11 septembre 2009, voir RepublicofTogo, "Gnininvi et Adowayom quittent le gouvernement", *RepublicofTogo*, 11 septembre 2009, voir : <<http://www.republicoftogo.com/central.php?o=1&s=0&d=3&i=4294>>

¹⁷ Yves Ekoué Amaïzo, "Gouverner avec un Chancelier au Togo", *Afrology.com*, voir aussi <<http://amaizo.info/2005/04/26/gouverner-avec-un-Chancelier-au-togo/>>

¹⁸ Synergie-Togo, voir www.synergietogo.org

¹⁹ GRAD : Groupe de Réflexion, et d'Action pour le Dialogue, la Démocratie et le Développement, voir www.gradtogo.org

²⁰ Un groupe de réflexion, d'action et d'influence, voir www.afrology.com

²¹ CMDT, voir www.cmdtogo.org